

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, quand le ministre trouvera un seul groupe de pensionnés qui appuient le budget, nous voudrions bien qu'il nous donne leurs noms et qu'il en parle à la Chambre.

Si je peux m'adresser au premier ministre, je l'ai déjà entendu déclarer que nos personnes âgées devaient faire leur part d'efforts pour réduire le déficit, et il paraît qu'il a dit à peu près la même chose à d'autres occasions pour défendre le budget. Pourquoi demander aux personnes âgées d'aider à réduire le déficit quand le gouvernement accorde des avantages fiscaux aussi extraordinaires à de riches investisseurs au moyen de l'exemption d'impôt sur les gains en capital?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je me trompe peut-être, mais je ne pense pas avoir jamais utilisé l'expression que mon très honorable collègue m'a attribuée. J'ai cependant déclaré que nous avions hérité d'une situation qui menace sérieusement la capacité du gouvernement de maintenir comme il le doit l'intégrité des mesures sociales à l'avenir.

Quand nous consacrons 30, 40 ou 50 p. 100 des recettes gouvernementales au service de la dette, ce qui n'arrivera jamais, du moins je l'espère, dans le cas du dernier pourcentage, la prodigalité de l'ensemble du pays et des programmes passés aurait empêché le gouvernement de faire ce qu'il faut pour maintenir les mesures sociales auxquelles les personnes âgées et d'autres membres de notre société ont droit.

● (1420)

Nous essayons de revitaliser l'économie grâce à la création d'emplois afin de produire de nouvelles richesses qui pourront être utilisées pour maintenir ces mesures sociales. J'espère que mon très honorable collègue reconnaîtra que les 271,000 nouveaux emplois créés depuis septembre dernier sont une marque de confiance dans l'économie et contribueront pour beaucoup à favoriser la pleine reprise économique qui nous permettra de mettre sur pied de nouveaux programmes pour les personnes âgées.

L'INCIDENCE DU BUDGET SUR LES PERSONNES ÂGÉES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, il s'agit de Canadiens à la retraite, qui ne gagnent plus leur vie, qui ne peuvent donc plus se protéger de l'inflation et qu'il ne faudrait pas obliger à faire leur part d'efforts pour réduire le déficit. Nous maintenons qu'on ne doit pas tenter de réduire le déficit au détriment des faibles et de ceux qui ne sont pas en mesure de se protéger.

Le premier ministre n'ignore pas que la désindexation va faire reculer en deçà du seuil de la pauvreté quelque 750,000 Canadiens qui se maintenaient juste au-delà et que, de ce nombre, 230,000 sont des personnes âgées. Pense-t-il qu'une

Questions orales

mesure budgétaire qui plonge dans la misère un quart de million de Canadiens âgés de plus est valable? Pourquoi s'acharne-t-il à défendre cette mesure injustifiable?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, pour voir la question sous son vrai jour, voici les propos que le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) a tenus le 29 juin 1982 et qu'on trouve à la page 18911 du *hasard*:

Ils affirment que nous modifions le régime fiscal, que nous réduisons l'indexation à 5 ou à 6 p. 100 pour certaines tranches d'imposition et que nous modifions les pensions et certaines allocations. C'est en effet ce que nous faisons. Nous le faisons parce que nous croyons que bon nombre de Canadiens éprouvent de la compassion à l'endroit de leurs compatriotes sans travail.

Voilà ce que soutenaient les libéraux. Nous nous sommes engagés à surveiller de très près la situation. La désindexation sera de l'ordre de 3 p. 100 seulement, alors que les libéraux, eux, avaient désindexé les pensions et allocations de 6 p. 100, étant donné que l'inflation atteignait presque 11 p. 100. Le député ose soutenir à la Chambre aujourd'hui exactement le contraire de ce que son parti préconisait alors. Il devrait en avoir honte.

M. Axworthy: Monsieur le Président, le premier ministre devrait savoir que les libéraux n'ont pas honte de dire la vérité, contrairement aux tories. En réalité . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Il est grand temps que le premier ministre tire une leçon du passé. A l'époque, nous avons doublé l'indexation du SRG et nous n'avions pas soutiré, nous, 860 millions de dollars aux plus démunis, les Canadiens âgés.

* * *

LE BUDGET

L'ÉQUITÉ

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui a déclaré avoir parlé à des personnes âgées. J'ai discuté avec le même groupe de Manitobains du troisième âge, mais j'ai remarqué qu'ils ne voyaient pas les choses de la manière décrite par le ministre. Ils veulent savoir où est le sens de l'équité du gouvernement. Ils veulent qu'on leur explique pourquoi les personnes âgées qui sont au seuil de la pauvreté perdront 860 millions de dollars, alors que le gouvernement accorde en même temps des avantages totalisant 650 millions aux personnes qui peuvent investir dans un REER. Comment peut-on trouver juste d'indexer intégralement les REER de ceux qui gagnent jusqu'à \$80,000 par an, alors que le gouvernement n'indexe pas totalement les revenus d'une personne âgée qui vit au seuil de la pauvreté?